



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/5
15 avril 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Soixante-douzième réunion
Montréal, 12 – 16 mai 2014

**MISE À JOUR DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTIVITÉS 2014-2016 ET
DISPONIBILITÉ DES LIQUIDITÉS (DÉCISION 66/3)**

Introduction

1. Ce document est divisé en deux parties :

Partie I : Compte rendu de l'état de la mise en œuvre des plans d'activités de 2014-2016;

Partie II : Évaluation de la disponibilité conformément à la décision 66/3 d)¹, comprenant le niveau de décaissement des fonds affectés à la période triennale 2012-2014.

PARTIE I : ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS D'ACTIVITÉS DE 2014-2016

Décisions prises au sujet des plans d'activités de 2014-2016

2. Le tableau 1 présente les sommes affectées aux plans d'activités de 2014-2016 réajustées par le Comité exécutif et le Secrétariat à la 71^e réunion². Il contient également de l'information sur les accords pluriannuels pour lesquels le Comité exécutif a approuvé un soutien financier, en principe, après 2016.

¹ D'examiner la disponibilité des liquidités pour le budget 2014 à la première réunion de 2014 en tenant compte des intérêts perçus, du versement des contributions par les Parties n'ayant encore rien versé et de toutes pertes dues au non-paiement ou au mécanisme de taux de change fixe.

² Conformément à la décision 71/18.

Tableau 1. Ressources affectées, plans d'activités de 2014-2016³ et tranches d'accords pluriannuels approuvés en principe

Requises selon le modèle	2014	2015	2016	Total	Accords pluriannuels approuvés après 2106
REQUISES AUX FINS DE CONFORMITÉ					
Accords pluriannuels approuvés*	96 050 650	89 961 685	43 874 162	229 886 497	23 040 536
Préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) : deuxième étape	11 199 856	2 262 705	281 850	13 744 411	
PGEH et projets d'investissement des PGEH : 1 ^{re} étape	5 003 758	3 323 912	2 443 242	10 770 912	
PGEH et projets d'investissement des PGEH : 2 ^e étape	7 401 212	41 423 434	198 991 928	247 816 573	
Vérification des PGEH	540 000	540 000	540 000	1 620 000	
Projets d'investissement et assistance technique pour le bromure de méthyle	1 161 800	0	0	1 161 800	
Total partiel	121 357 276	137 511 734	246 131 182	505 000 193	23 040 536
NON REQUISES AUX FINS DE CONFORMITÉ					
Destruction	3 324 680	0	0	3 324 680	
Bromure de méthyle (projets ne portant pas sur des investissements)	120 000	0	0	120 000	
Total partiel	3 444 680	0	0	3 444 680	
Coûts de base					
Programme d'aide à la conformité du PNUE	10 492 980	10 807 769	11 132 002	32 432 752	
Coûts de base (PNUD, ONUDI et Banque mondiale)	5 778 059	5 818 505	5 859 234	17 455 798	
Renforcement des institutions	9 276 267	6 910 778	9 276 267	25 463 312	
Coût du Secrétariat/Comité exécutif (ne comprend pas le financement de contrepartie canadien)	6 252 415	6 388 946	6 529 572	19 170 933	
Trésorier	500 000	500 000	500 000	1 500 000	
Total partiel	32 299 721	30 425 998	33 297 076	96 022 795	
Total	157 101 677	167 937 732	279 428 258	604 467 668	23 040 536
PAR AGENCE					
Bilatérales	2 366 648	2 868 207	7 732 105	12 966 959	2 338 400
PNUD	33 433 139	32 195 866	77 422 960	143 051 965	2 801 057
PNUE	22 642 232	18 968 186	29 994 074	71 604 493	5 457 614
ONUDI	47 390 358	60 189 636	94 473 546	202 053 539	7 718 172
Banque mondiale	43 976 885	46 286 892	62 236 001	152 499 778	4 725 293
Rapports de vérification des PGEH**	540 000	540 000	540 000	1 620 000	
Coût du Secrétariat/Comité exécutif (ne comprend pas le financement de contrepartie canadien)	6 252 415	6 388 946	6 529 572	19 170 933	
Trésorier	500 000	500 000	500 000	1 500 000	

* Comprend le financement du secteur de la production de HCFC pour 2014-2016, mais aucun financement pour les années après 2016

** Le comité exécutif approuve chaque année le financement pour la préparation des rapports de vérification des pays à faible volume de consommation.

³ Les ressources de financement de 2014 consistent en le solde de 450 000 000 \$US approuvé par les Parties au Fonds multilatéral pour la reconstitution du Fonds multilatéral de 2012-2014 (décision XXIII/15). La somme totale affectée pour 2015 et 2016 comprend des tranches d'accords pluriannuels approuvés en principe, des deuxièmes étapes de PGEH (y compris la préparation de projets) et des coûts de base. Cependant, la décision finale concernant les ressources de financement sera prise à la vingt-sixième Réunion des Parties, lorsque les Parties prendront leur décision au sujet de la reconstitution du Fonds de 2015-2017.

État de la mise en œuvre des plans d'activités de 2014

3. Le tableau 2 présente les propositions par agence à la 72^e réunion (au 14 avril 2014) et le solde des projets dans les plans d'activités de 2014. Une part de 1 136 650 \$US⁴ du financement total de 48 024 779 \$US demandé à la 72^e réunion ne figure pas dans les plans d'activités de 2014.

Tableau 2. Plans d'activités de 2014 et propositions soumises à la 72^e réunion (\$US)

Valeur du plan d'activité de 2014	Propositions		Solde (supérieur)/inférieur au niveau indiqué dans le plan d'activités
	Comprises dans le plan d'activités de 2014	Non comprises dans le plan d'activités de 2014	
51 888 178	46 888 129	1 136 650	3 863 399

4. Le tableau 3 présente la valeur des comptes compris dans les plans d'activités de 2014 et les soldes représentant les projets figurant dans les plans d'activités de 2014, mais non proposés, par agence.

Tableau 3. Plans d'activités de 2014, propositions soumises à la 72^e réunion et solde par agence (\$US)*

Postes budgétaires	Valeur totale dans les plans d'activités de 2014	Propositions à la 72 ^e réunion	Solde (supérieur)/inférieur au niveau indiqué dans les plans d'activités
Agences bilatérales	2 366 648	1 872 451	494 197
PNUD	33 433 139	6 238 588	27 194 551
PNUE	22 642 232	2 758 482	19 883 750
ONUDI	47 390 358	12 353 458	35 036 900
Banque mondiale	43 976 885	24 801 800	19 175 085
Vérification des PGEH	540 000	0	540 000
Coût du Secrétariat/Comité exécutif/Trésorier (ne comprend pas la contrepartie canadienne)	6 252 415	0	6 252 415
Trésorier	500 000	0	500 000
Total	157 101 677	48 024 779	109 076 898

* Comprend les coûts de base

Valeur des projets non proposés

5. Le tableau 4 présente la valeur restante représentant les activités non proposées à la 72^e réunion, mais comprises dans les plans d'activités de 2014.

Tableau 4. Activités restantes des plans d'activités de 2014 et projets non proposés (\$US)

Agence	Valeur restante dans les plans d'activités de 2014	Somme requise aux fins de conformité	Somme non requise aux fins de conformité
Agences bilatérales	1 252 896	252 896	1 000 000
PNUD	27 313 476	26 359 549	953 927
PNUE	19 794 311	19 674 311	120 000
ONUDI	30 337 166	30 173 666	163 500
Banque mondiale	19 223 235	19 223 235	0
Vérification du PGEH	540 000	540 000	0
Total	98 461 084	96 223 657	2 237 427

⁴ Les activités visées sont : Un projet de démonstration pilote sur la gestion des résidus des SAO et leur destruction en Algérie (France); la préparation d'un projet de démonstration sur le bromure de méthyle en Algérie (ONUDI); la préparation de la deuxième étape du PGEH en Inde (Allemagne), Indonésie (Banque mondiale), République islamique d'Iran (Allemagne) et Nigeria (ONUDI); et les projets de la deuxième étape du PGEH au Mexique (Allemagne et PNUE).

6. La liste détaillée des activités requises aux fins de conformité n'ayant pas encore été proposées est jointe à l'annexe I au présent document. Ces activités consistent en : 104 activités sur les HCFC dans 49 pays, d'une valeur de 71,8 millions \$US; trois activités sur le bromure de méthyle, d'une valeur de 1,16 million \$US; 57 activités de renforcement des institutions, d'une valeur de 7 millions \$US; les coûts de base des agences d'exécution, d'une valeur de 5,8 millions \$US, et le Programme d'aide à la conformité, d'une valeur de 10,5 millions \$US. La liste comprend également trois activités de destruction des SAO évaluées à 2,1 millions \$US et une activité d'assistance pour le bromure de méthyle évaluée à 120 000 \$US qui ne sont pas requises aux fins de conformité. De plus, les coûts associés au Secrétariat/Comité exécutif n'ont pas encore été soumis.

Plans d'activités de 2014-2016

7. Le tableau 5 présente les propositions associées aux accords pluriannuels et autres activités soumises à la 72^e réunion au 14 avril 2014 par rapport aux valeurs qui leur sont associées dans les plans d'activités de 2014-2016. Il indique dans quelle mesure ces approbations et propositions dépassent ou sont inférieures aux valeurs qui leur sont associées dans les plans d'activités.

Tableau 5. Plans d'activités de 2014-2016 et propositions soumises à la 72^e réunion (\$US)*

Valeur des propositions soumises à la 72 ^e réunion dans les plans d'activités (2014-2016)	Propositions soumises à la 72 ^e réunion (2014-2016)	Solde (supérieur)/inférieur au niveau indiqué dans les plans d'activités
115 965 406	111 596 452	4 368 954

* Ne comprend pas les sommes prévues pour après 2016.

Engagements à terme

8. Ce thème sera abordé dans un additif qui sera émis avant la 72^e réunion du Comité exécutif, à partir des projets d'accords en préparation. L'additif portera également sur la mesure dans laquelle les engagements à terme proposés à la 72^e réunion correspondent aux sommes qui leur sont associées dans les plans d'activités de 2014-2016.

PARTIE II : DISPONIBILITÉ DES LIQUIDITÉS

Paiement des contributions promises

9. Douze des 47 pays non visés à l'article 5 qui ont versé régulièrement leur contribution au Fonds multilatéral au cours de la période triennale n'avaient pas encore payé leur contribution de 2012 et de 2013 au 11 avril 2014⁵. Ces pays sont : Azerbaïdjan, Belarus, État de la Cité du Vatican, Grèce, Hongrie, Israël, Lituanie, Malte, Ouzbékistan, Portugal, Tadjikistan et Ukraine. Les contributions promises de ces pays s'élèvent à 10 797 508 \$US. La contribution en souffrance de ces 11 pays non payée en entier à la fin de la période triennale 2009-2011, mais néanmoins attendue, est comprise dans la somme reportée à la période triennale 2012-2014⁶.

10. Certains pays ayant versé une contribution dans le passé doivent encore verser une somme attendue de 119 563 345 \$US (pour l'ensemble de la période triennale, dont la Fédération de Russie qui a versé une toute première contribution s'élevant à 2 724 891 \$US en 2013). Une part de ces contributions est versée en billets à ordre, dont les deux tiers ne sont encaissables qu'après 2014.

⁵ État des contributions et décaissements au 11 avril 2014 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/3).

⁶ De ces 11 pays, les contributions s'élevant à 5 101 768 \$US n'ont pas été payées par : Allemagne (paiement partiel), Andorre (paiement partiel), Azerbaïdjan, Espagne (paiement partiel), Hongrie (paiement partiel), Israël, Lituanie, Ouzbékistan, Portugal (paiement partiel), Tadjikistan et Ukraine.

11. Les contributions en litige de la présente période triennale (2012 et 2013) s'élèvent à 3 040 288 \$US.

Mécanisme de taux de change fixe

12. Le mécanisme de taux de change fixe avait produit des gains nets de 26 752 405 \$US⁷ à la fin de la période triennale, qui ont été réduits à 19 542 664 \$US⁸ (une réduction de 7 209 741 \$US).

Intérêts

13. Des revenus d'intérêt de 15,1 millions \$US ont été ajoutés au budget pour la période triennale 2012-2014, conformément à la décision XXIII/15 de la vingt-troisième Réunion des Parties⁹. La somme totale en intérêts reçue du Trésorier et des agences d'exécution pour 2012 et 2013 s'élève à 4 716 650 \$US¹⁰. De plus, l'intérêt accumulé par le gouvernement de la Chine sur les sommes approuvées pour la mise en œuvre de la première étape du PGEH s'élève à 94 384 \$US au 31 décembre 2012¹¹. Des intérêts supplémentaires sur des sommes non décaissées seront reçus en 2014. Ces montants dépendront des soldes en espèces et du taux d'intérêt versé sur les investissements du Trésorier et des agences d'exécution.

Soldes retournés en 2012 et 2013 et attendus en 2014

14. Aucune somme retournée provenant de soldes non dépensés de projets annulés ou achevés n'a été prévue dans le budget de la période triennale de 2012-2014. À ce jour, la somme de 9 878 530 \$US¹² provenant de projets achevés avec soldes a été retournée en 2012 et 2013. Une somme supplémentaire de 4 450 778 \$US doit être retournée à la 72^e réunion¹³. Des soldes supplémentaires seront également retournés à la 73^e réunion¹⁴.

Sommes approuvées en 2012 et 2013 et attendues en 2014

15. Le tableau 6 présente les sommes totales approuvées pour 2012 et 2013, plus les valeurs des demandes proposées en 2014 et les activités restantes des plans d'activités pour l'année 2014, ainsi que les approbations prévues en 2014, qui comprennent les coûts du Secrétariat/Comité exécutif et du Trésorier de 427,4 millions \$US.

⁷ Au 11 novembre 2011, Annexe I au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/65/50.

⁸ Document sur l'état des contributions et des décaissements (UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/3).

⁹ Afin d'adopter un budget de 450 000 000 \$US pour le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal pour 2012-2014, étant entendu que 34 900 000 \$US de cette somme proviendraient de contributions anticipées à verser au Fonds multilatéral et d'autres sources pour la période triennale 2009-2011, et que 15 000 000 \$US proviendraient d'intérêts accumulés par le Fonds au cours de la période triennale de 2012-2014. Les Parties ont pris note que les contributions en souffrance de certaines Parties à économie en transition pour la période 2009-2011 s'élèvent à 5 924 635 \$US.

¹⁰ État des contributions et des décaissements (UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/3).

¹¹ Selon la décision 71/35 b), d), e) et f).

¹² Des soldes de projets bilatéraux ont été retournés en 2012 (229 351 \$US) et en 2013 (188 169 \$US), ainsi qu'à la 72^e réunion (7 104 \$US). Ces sommes n'augmentent pas les ressources disponibles car elles sont compensées par les contributions en espèces supplémentaires qui remplacent les contributions bilatérales.

¹³ Selon le rapport sur les soldes et la disponibilité des ressources (UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/4).

¹⁴ Le Comité exécutif a décidé, à ses 71^e et 72^e réunions, que les agences bilatérales/d'exécution ne doivent pas engager de nouvelles sommes pour les projets sur les CFC, le tétrachlorure de carbone et les halons, et qu'elles doivent retourner tous les soldes dans les meilleurs délais, avant la fin de 2014. De plus, le Comité exécutif a demandé aux agences bilatérales/d'exécution de ne pas engager de nouvelles sommes et de retourner les soldes des activités de préparation de projets pour les PGEH avant la fin de 2013.

Tableau 6. Sommes approuvées en 2012 e 2013 et prévues en 2014

Année	Approbations/ propositions	Coût du Secrétariat/ Comité exécutif	Trésorier	Total
2012	118 157 595	6 102 251	500 000	124 759 846
2013	143 350 645	5 547 832	500 000	149 398 477
2014 (72 ^e réunion)	48 024 779			48 024 779
2014 (reste)	98 461 084	6 252 415	500 000	105 213 499
Total	407 994 103	17 902 498	1 500 000	427 396 601

Observations

16. Le budget global de la période triennale 2012-2014 est de 450 millions \$US. Toutes les contributions en souffrance reportées de la période triennale précédente ont été payées, à l'exception de 5 101 768 \$US. Une somme supplémentaire de 50 065 907 \$US représentant des contributions promises de 2012 et de 2013 n'a toujours pas été payée à ce jour. Le mécanisme de taux de change fixe pourrait entraîner des rajustements supplémentaires de la valeur des contributions en dollars américains. D'autres réductions des sommes affectées aux plans d'activités sont prévues dans le cadre du processus d'examen des projets.

17. Il reste encore une somme non attribuée de 22,6 millions \$US pour la période triennale de 2012-2014 après avoir soustrait les approbations de 2012 et de 2013, la valeur des propositions à la 72^e réunion et la valeur restante pour 2014 des plans d'activités de 2014-2016 réajustée comme convenu à la 71^e réunion. Bien que les intérêts versés jusqu'en 2013 soient de 10 millions \$US de moins que prévu dans le budget de la période triennale, les soldes des projets retournés depuis 2012, y compris à la 72^e réunion, représentant 14,3 millions \$US non prévus dans le budget, compensent amplement le manque à gagner en intérêts. De plus, des intérêts et des soldes supplémentaires devraient être versés au cours de 2014.

18. Dans leur décision XXIII/15, les Parties au Protocole de Montréal ont décidé que « le Comité exécutif devrait prendre des mesures pour veiller autant que possible à ce que l'intégralité du budget pour la période 2012-2014 soit engagé avant la fin de l'année 2014 et à ce que les Parties non visées au paragraphe 1 de l'article 5 versent leurs contributions en temps utile conformément au paragraphe 7 de la décision XI/6 ».

19. À cet égard, le Comité exécutif pourrait souhaiter prendre note que tous les pays visés à l'article 5 ont reçu un soutien financier pour la préparation de la première étape de leur PGEH, dont un soutien financier pour le programme de permis et de quotas exigé en tant que mesure de réglementation des HCFC. Le Comité exécutif a aussi approuvé la première étape des PGEH de 138 pays à ce jour, pour une valeur de 556,5 millions \$US (dont 393,6 millions \$ ont été décaissés), en accordant des délais de mise en œuvre qui permettront de réaliser les réductions suivantes par rapport à leur valeur de référence ou leur point de départ :

- a) Vingt-sept pays (sept pays à faible volume de consommation, 20 pays n'étant pas des pays à faible volume de consommation) jusqu'à l'échéance de 2015 ;
- b) Cent deux pays (58 pays à faible volume de consommation et 32 pays n'étant pas des pays à faible volume de consommation, plus les 12 États insulaires du Pacifique) jusqu'à l'échéance de 2020 ;
- c) Neuf pays à faible volume de consommation (Bhoutan, Cambodge, Croatie, Maldives, Maurice, Namibie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Seychelles) ont reçu un soutien financier pour l'élimination complète des HCFC bien en avance sur l'échéance de 2040, p. ex., la Croatie d'ici à 2014 et les autres d'ici à 2020 ou 2025.

20. Six des sept pays restants n'ont pas reçu de soutien financier pour leur PGEH autre que pour la préparation du projet ; un pays (République arabe syrienne) a reçu du soutien financier pour un projet visant l'élimination de 12,9 tonnes PAO de HCFC dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation non compris dans le PGEH et représentant 9,6 p. cent de la valeur de référence. Le Soudan du Sud a ratifié tous les amendements au Protocole de Montréal, mais n'a pas soumis de données sur la consommation de HCFC en vertu de l'article 7 du Protocole de Montréal. Le PGEH de la Tunisie a été proposé à la 72^e réunion¹⁵.

RECOMMANDATIONS

21. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note de la mise à jour de la mise en œuvre du plan d'activités 2014-2016 et disponibilité des liquidités (décision 66/3) présentée dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/5 ;
- b) Charger le Secrétariat de maintenir le suivi de la disponibilité des liquidités dans la mise à jour de la mise en œuvre du plan d'activités de 2014-2016 qui sera présentée à la 73^e réunion.

¹⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/36.

Annex I

REMAINING ACTIVITIES REQUIRED/NOT REQUIRED FOR COMPLIANCE

Country	Agency	Type	Chemical	Sector and Subsector	Value in 2014	ODP in 2014
Required for compliance						
Algeria	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	154,800	1.0
Angola	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	33,911	0.3
Angola	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (refrigeration servicing)	32,100	0.0
Antigua and Barbuda	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	44,290	
Argentina	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	338,208	4.6
Argentina	IBRD	PRP	HCFC	FOA - Rigid PU foam (Stage II)	160,500	
Armenia	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	33,879	0.1
Armenia	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	8,458	0.0
Armenia	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (refrigeration servicing)	63,665	0.0
Armenia	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	28,815	
Bahrain	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	163,850	1.2
Bangladesh	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	101,700	1.0
Bangladesh	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (air condition, refrigeration servicing)	150,000	0.0
Bangladesh	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	28,000	
Brazil	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	3,225,000	33.7
Brazil	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	3,225,000	33.7
Brazil	Italy	PRP	HCFC	Project Preparation (Stage II)	20,990	
Burundi	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	33,900	0.2
Central African Republic (the)	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	62,150	0.4
Chile	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	317,925	3.6
Chile	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	30,535	0.3
Chile	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (foam, refrigeration servicing, other)	203,414	0.0
Chile	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	33,840	
China	UNDP	INV	HCFC	Stage I Investment project/Sector Plans (ICR Sector Plan)	11,850,250	138.9
China	IBRD	PHA	HCFC	FOA - Rigid PU (Stage I)	4,364,530	51.2
China	Japan	PHA	HCFC	HCFC Phase Out Plan (Stage I) - Servicing Sector, including enabling	90,400	1.0
China	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (servicing sector, including enabling) (Stage I)	1,304,269	14.7
China	UNIDO	PHA	HCFC	FOA-XPS foam (Stage I)	6,773,100	79.4
China	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Air conditioning (Stage I)	10,298,750	120.7
China	IBRD	PRP	HCFC	FOA - Rigid PU foam (Stage II)	727,600	
China	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (ICR,	1,647,800	0.0

Country	Agency	Type	Chemical	Sector and Subsector	Value in 2014	ODP in 2014
				solvents)		
China	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2- HCFC Phase-out Management Plan (servicing sector, including enabling)	536,750	
China	UNIDO	PRP	HCFC	FOA-XPS foam (Stage II)	535,000	0.0
China	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Air conditioning (Stage II)	535,000	0.0
Costa Rica	UNDP	INV	HCFC	HCFC-INV: FOA sector (Stage I)	127,731	2.2
Cote d'Ivoire	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	212,998	2.3
Cuba	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	174,658	1.8
Democratic Republic of the Congo (the)	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (refrigeration servicing)	27,285	0.0
Democratic Republic of the Congo (the)	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	67,235	
Egypt	UNIDO	PRP	HCFC	FOA-Rigid PU foam (Stage II)	53,500	0.0
Egypt	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Manufacturing (Stage II)	108,401	0.0
Egypt	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Servicing (Stage II)	96,300	0.0
Equatorial Guinea	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	33,900	0.2
Fiji	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	52,211	0.4
Fiji	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	36,047	0.3
Gabon	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	51,980	0.9
Global	ALL	TAS	HCFC	HPMP Verification	540,000	
Guyana	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	7,910	0.0
Guyana	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (refrigeration servicing)	8,825	0.0
Guyana	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	43,365	
Haiti	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	105,860	0.4
Haiti	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	33,900	0.1
India	Japan	PRP	HCFC	PRP for the phase-out of HCFCs in the XPS sector (Stage II)	30,766	0.0
Iran (Islamic Republic of)	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Manufacturing (Stage II)	61,719	0.0
Iran (Islamic Republic of)	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Servicing (Stage II)	36,832	0.0
Iraq	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	567,108	6.4
Iraq	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	75,250	0.9
Iraq	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	83,425	
Iraq	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Manufacturing (Stage II)	32,100	0.0
Iraq	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Servicing (Stage II)	32,100	0.0
Jordan	IBRD	PHA	HCFC	HCFC Air-Conditioning Sector Plan (Stage I)	905,956	8.3
Jordan	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	24,181	0.2
Jordan	IBRD	PRP	HCFC	PRP for HCFC Refrigeration Sector Plan (Commercial ref) (Stage II)	64,200	
Kuwait	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	377,301	8.1
Kuwait	UNIDO	PHA	HCFC	FOA-XPS foam (Stage I)	3,600,586	80.9
Lesotho	Germany	INV	HCFC	Ref-Servicing (Stage I)	76,840	0.3
Libya	UNIDO	PHA	HCFC	FOA-Rigid PU foam (Stage I)	1,070,000	13.0

Country	Agency	Type	Chemical	Sector and Subsector	Value in 2014	ODP in 2014
Libya	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	171,200	2.0
Mauritania	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	64,609	0.9
Mexico	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing and FOA (Stage I)	129,000	2.8
Mexico	Germany	PRP	HCFC	Ref-Servicing (Stage II)	33,900	0.0
Morocco	UNIDO	PRP	HCFC	FOA-Rigid PU foam (Stage II)	53,500	0.0
Morocco	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Assembly (Stage II)	53,500	0.0
Morocco	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Servicing (Stage II)	64,200	0.0
Mozambique	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	39,550	0.3
Nigeria	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	541,616	9.2
Oman	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2- HCFC Phase-out Management Plan (preparation Stage-II)	23,109	
Pakistan	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	45,200	0.5
Pakistan	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	21,500	0.2
Paraguay	UNDP	INV	HCFC	HCFC-INV: FOA sector (Stage I)	255,462	4.5
Peru	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	109,000	1.3
Peru	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	22,600	0.3
Peru	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (foam, refrigeration servicing)	117,700	0.0
Peru	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	84,750	
Philippines (the)	IBRD	PRP	HCFC	HPMP (Stage II)	198,451	
Philippines (the)	IBRD	PRP	HCFC	PRP for HCFC Air-Conditioning Sector Plan (Stage II)	81,416	
Philippines (the)	IBRD	PRP	HCFC	PRP for HCFC Refrigeration Sector Plan (Servicing) (Stage II)	81,416	
Philippines (the)	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (RAC (commercial, industrial and transport))	61,367	0.0
Qatar	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	169,500	4.3
Qatar	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	571,935	15.1
Qatar	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	23,109	
Saudi Arabia	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Air conditioning (Stage I)	1,284,000	54.6
Senegal	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	169,330	1.8
Senegal	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	80,625	0.9
South Sudan	UNDP	INV	HCFC	Stage I CP/HPMP	100,000	0.9
South Sudan	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	100,838	
Sudan (the)	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	118,250	1.2
Suriname	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	32,205	0.1
Syrian Arab Republic	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	181,000	
Syrian Arab Republic	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation Stage-II)	57,141	
Thailand	IBRD	PHA	HCFC	FOA/REF - AC (Stage I)	10,385,585	109.0
Uruguay	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	21,500	0.2
Yemen	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	186,450	13.2

Country	Agency	Type	Chemical	Sector and Subsector	Value in 2014	ODP in 2014
Yemen	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation Stage-II)	84,750	
Algeria	UNIDO	INV	MBR	Phase-out of MB in dates	228,900	1.8
Sudan (the)	UNIDO	TAS	MBR	Technical assistance for the complete phase-out of MB	109,000	1.2
Tunisia	UNIDO	INV	MBR	Phase-out of MB in dates	823,900	6.6
Algeria	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	257,400	
Antigua and Barbuda	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Armenia	UNIDO	INS	SEV	Institutional strengthening	128,400	0.0
Bahrain	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Barbados	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	117,000	
Bolivia (Plurinational State of)	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	78,868	
Botswana	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	78,173	
Brazil	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	375,570	0.0
Brunei Darussalam	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	70,000	
Burkina Faso	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	72,410	
Central African Republic (the)	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
China	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	417,300	0.0
Cote d'Ivoire	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	106,340	
Democratic People's Republic of Korea (the)	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	130,000	
Dominican Republic (the)	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	134,333	
Ecuador	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	176,801	
Equatorial Guinea	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	80,000	
Eritrea	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Ethiopia	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Grenada	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Guatemala	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	124,800	
Guinea-Bissau	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Guyana	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Haiti	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	100,000	
Honduras	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Jamaica	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Jordan	IBRD	INS	SEV	Renewal of Institutional Strengthening	157,646	
Kuwait	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	105,320	
Kyrgyzstan	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	115,830	
Lebanon	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	165,947	0.0
Lesotho	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Madagascar	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,700	
Mauritania	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Mauritius	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Mexico	UNIDO	INS	SEV	Institutional strengthening	264,290	0.0
Morocco	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	156,000	
Mozambique	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	80,800	
Namibia	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Nicaragua	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Nigeria	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	278,200	0.0
Pakistan	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	240,180	0.0
Peru	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	133,510	
Saint Kitts and Nevis	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Saint Lucia	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Saint Vincent and the	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	

Country	Agency	Type	Chemical	Sector and Subsector	Value in 2014	ODP in 2014
Grenadines						
Saudi Arabia	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	200,000	
Somalia	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
South Sudan	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Suriname	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	73,333	
Swaziland	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,000	
Syrian Arab Republic	UNIDO	INS	SEV	Institutional strengthening	219,110	
Thailand	IBRD	INS	SEV	Renewal of Institutional Strengthening	370,935	
Togo	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60,666	
Trinidad and Tobago	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	64,200	0.0
Uganda	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	63,180	
Venezuela (Bolivarian Republic of)	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	305,464	0.0
Yemen	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	170,000	
Global	IBRD	TAS	SEV	Core Unit Funding	1,725,000	
Global	UNDP	TAS	SEV	Core Unit Support	2,026,529	0.0
Global	UNIDO	TAS	SEV	Core Unit Funding	2,026,529	0.0
Global	UNEP	TAS	SEV	Global CAP 2015 work programme	10,492,980	
Not required for compliance						
India	UNDP	DEM	Disposal	Demo: ODS Bank Management/Destruction	953,927	100.0
Lebanon	UNIDO	DEM	Disposal	ODS destruction demonstration project	163,500	14.0
Region: ASP	Japan	DEM	Disposal	ODS disposal in Asia and the Pacific region.	1,000,000	
Region: AFR	UNEP	TAS	MBR	Regional Technical Workshops for sustainable adoption of Methyl Bromide Alternative technologies	120,000	

- - - - -